

dite prise a partie d'autre part ; VEU l'arrest de la Cour du 18^e Januier dernier et autres arrests mentionnez en iceluy, et pieces sur lesquelles seroit interueu le dit arrest portant entr'autres choses qu'auant faire droit sur l'enoucation pretendue par les dits apellans la Cour les auroit recens et receuoit apellans de la dite sentence d'ajournement personnel Et de tout ce qui s'en estoit ensuiuy, Et permis de faire Intimer les dits Lieutenant general, Dumontier et Porlier, ausquels ils communiqueroient dans trois jours leurs griefs et moyens d'apel, et au dit Lieutenant general leurs moyens de prise a partie, lesquels fourniroient et produiroient leurs reponses au greffe trois jours apres, pour le tout communiqué au procureur general et au raport du sieur de Villeray Conseiller leur estre fait droit au premier jour de Conseil, auquel jour les parties en viendront par exploit de signification du dit arrest aux dits Lieutenant general, Dumontier et Porlier en datte du vingt troisieme du dit mois signé Genaple ; Griefs et moyens d'apel et de prise a partie des dits apellans contre les dits Lieutenant general, Dumontier et Porlier ; Reponses aux dits griefs et moyens d'apel fournis par les dits Dumontier et Porlier, contenant leurs conclusions et demandes ; Conclusions du procureur general de ce jour auquel le tout a esté communiqué ; Requête du dit Lieutenant general présentée ce jourd'huy a la Cour, Et le dit procureur general oüy sur iceluy, et tout considéré DIT A ESTÉ par la Cour qu'il a esté mal procedé et ordonné par le dit Lieutenant general, que la dite sentence et decret d'ajournement personnel du dit jour quatriesme Januier, et tout ce qui s'en est ensuiuy sera cassé et annulé sauf a auoir tel Egard que de raison aux rapports en Chirurgie mentionnés aux dits arrests, et debouté les dits Dumontier et Porlier de leurs demandes ; Ce faisant la DITE COUR a euoqué et retenu, euoque et retient l'instance et cause principale et a iceux permis de s'y pouruoir par requête contenant leur plainte, pour sur icelle estre ordonné ce que de raison, despens, dommages et interets reseruez en diffinitive, et au regard du dit Lieutenant general, la dite Cour de grace a prorogé et proroge vn delay de trois jours pour fournir et produire ses reponses aux moyens d'apel a luy signifiez a la requête des dits apellans pour en venir prests au premier jour, et cependant ayant aucunement Egard a la dite requête du dit Lieutenant general, ordonné qu'elle sera signifiée aux dits

NOTA, Quo
l'Edit de 1679
interuenue de-
puis, deffend
d'euoquer si-
non dans les
cas de l'ordon-
nance de 1667.